

Q1. Que pensez-vous de fixer à 3 € TTC le tarif minimum d'envoi des livres neufs ?

Fnac Darty soutient pleinement la fixation du tarif de livraison à 3€. Ce tarif s'inscrit dans la **fourchette raisonnable** que le groupe a défendue avec constance lors des travaux parlementaires. Il permet un équilibre entre l'atteinte des objectifs poursuivis par la loi (la restauration de l'équité entre acteurs du marché du livre), et la préservation du marché du livre (grâce à un tarif ne dissuadant pas les acheteurs).

Q2. Que pensez-vous de prévoir qu'à partir d'un certain seuil d'achat de livres neufs, le montant minimum du tarif d'envoi des livres soit fixé à 0,01 € ?

Fnac Darty **s'oppose à la fixation d'un seuil de quasi-gratuité**, soit la fixation d'un montant minimum du tarif d'envoi des livres à 0,01 €.

L'objectif de la loi du 30 décembre 2021 *visant à conforter l'économie du livre et renforcer l'équité et la confiance entre ses acteurs* était de rendre opérationnelle la loi de 2014 *encadrant les conditions de vente de livres à distance*. Cette dernière prévoyait en effet l'interdiction de proposer un service de livraison de livres à domicile à titre gratuit, sans prévoir de grille de tarification minimum. En laissant le détaillant libre de fixer lui-même son tarif de livraison, la rédaction, trop imprécise, a permis à l'acteur dominant de fixer des frais de livraison à 0,01 euros quelques semaines seulement après la promulgation de la loi, provoquant un quasi-alignement de tous les acteurs du marché qui pouvaient se le permettre sur cette pratique.

Or c'est précisément cette pratique de quasi-gratuité, qui nuit à l'équité – singulièrement pour les plus petits acteurs – et empêche les libraires indépendants d'investir le marché de la vente de livres à distance qui était combattue par le législateur. Graver dans le marbre réglementaire une pratique dont l'objectif de la loi était de la faire cesser serait contre-productif.

L'établissement d'un palier déclenchant une quasi-gratuité dénaturerait le texte de loi et le condamnerait au même sort que la loi de 2014 – une inefficacité regrettée tant par le législateur que par les acteurs de la vente à distance de livre.

Q3. Le cas échéant, à quel montant placeriez-vous le seuil à partir duquel le tarif minimum de livraison serait de 0,01 € ? En particulier, que pensez-vous de fixer ce seuil aux alentours de 25 € d'achat ? Pourquoi ?

Ainsi qu'expliqué précédemment, Fnac Darty **s'oppose à l'instauration d'un seuil de quasi-gratuité qui empêcherait la loi de remplir pleinement ses objectifs**.

Un seuil trop bas risquerait d'inciter le consommateur à gonfler son panier d'achat pour continuer de passer par les services qui facturent quasi-gratuitement les frais de livraisons, et choisissent ainsi de vendre à perte des livres pour servir d'autres intérêts commerciaux.

Une telle dynamique, loin de renforcer le tissu des libraires indépendants et le marché du livre, **contribuerait mécaniquement à renforcer son appauvrissement, et conduirait à terme à la disparition de ses acteurs**.

Si seuil de gratuité il devait y avoir, il devrait contribuer à rectifier l'équité entre les acteurs du secteur, tout en préservant le marché du livre. Dans cette perspective, Fnac Darty recommande de réhausser considérablement cet éventuel seuil de quasi-gratuité, afin de couvrir la quasi-totalité du marché : d'après

les données marché (source Fox Intelligence, sur la période avril 2021-avril 2022) un seuil à 50 euros permettrait d'englober 92% des commandes de livres en ligne, en volume, et donc de remplir plus pleinement les objectifs de la loi.

Les 8% des commandes restantes pourraient bénéficier d'un tarif minimum de livraison à 0,01€. Ce chiffre est loin d'être négligeable puisque ces 8% de commandes représentent près de 35% des chiffres d'affaires du marché de la vente de livres en ligne.

Volume de commandes par prix des commandes x toute la période

Realisé à partir de 100 000-500 000 commandes

#	prix des commandes	cumulated
1	moins de 15	39%
2	entre 15 et 30	35%
3	entre 30 et 50	14.6%
4	entre 50 et 100	8.6%
5	entre 100 et 200	2.3%
6	entre 200 et 300	0.4%
7	entre 300 et 500	0.2%
8	entre 500 et 700	%

Valeur par prix des commandes x toute la période

Realisé à partir de 100 000-500 000 commandes

#	prix des commandes	cumulated
1	moins de 15	14%
2	entre 15 et 30	29.6%
3	entre 30 et 50	21.5%
4	entre 50 et 100	21.2%
5	entre 100 et 200	9.6%
6	entre 200 et 300	2.2%
7	entre 300 et 500	1.1%
8	entre 500 et 700	0.2%

Q4. Que pensez-vous des différentes précisions d'application envisagées ?

5.3.1 : Fnac Darty s'aligne avec les précisions d'application envisagées concernant la métropole et l'outre-mer.

5.3.2 : Fnac Darty soutient cette disposition et maintient que dans aucun cas de figure, la vente de livre ne doit être offerte par le distributeur. **Cela doit donc également s'appliquer dans le cas des envois regroupant des livres avec d'autres produits**, au risque de voir certains distributeurs encourager l'achat de produits

vendus quelques centimes pour assurer aux consommateurs une livraison quasi-gratuite quel que soit le montant de leur commande.

5.3.3 : Fnac Darty s'oppose à l'application du tarif minimum à chaque colis en fonction de la valeur des livres qu'il transporte en cas de commande nécessitant plusieurs colis :

- Premièrement, il serait incompréhensible pour le consommateur de devoir payer plusieurs envois de colis (a fortiori si la scission de la commande intervient après son achat, en raison de contraintes opérationnelles du distributeur).
- Ensuite, cela risque de fortement augmenter le coût total à la charge du consommateur, et donc de nuire à son pouvoir d'achat. **Ce mécanisme, difficilement lisible par les clients, est purement désincitatif et nuit donc à l'objectif du texte de loi, ainsi qu'au marché du livre.**
- Enfin, les premiers acteurs à pâtir de cette disposition seraient **les petits éditeurs dont les livres à faible rotation sont davantage concernés par les problèmes de stocks**. Cela va directement à l'encontre de l'objectif de préservation de la diversité culturelle.

Il est nécessaire que le tarif de livraison s'applique à la commande du client et non au colis.

5.3.4 : Comme pour le 5.3.2, Fnac Darty soutient cette proposition : il ne doit y avoir aucun cas de figure où le distributeur échappe aux frais de livraisons fixés par la loi. L'objectif de restauration de l'équité entre les acteurs suppose de ne pas prévoir de régime de dérogation pour les programmes d'abonnements qui ne bénéficient qu'aux plus importants des acteurs du marché. **Fnac Darty est ainsi prêt à dégrader l'attractivité de son programme d'abonnement Fnac +, construit autour du livre, pour soutenir pleinement les objectifs de cette loi et réduire ainsi les distorsions de concurrence avec les libraires indépendants.**

5.3.5 : Par souci de lisibilité et d'efficacité de la loi, Fnac Darty soutient la proposition d'application identique du tarif minimum en point retrait, hors commerce de vente au détail de livres, et à l'adresse spécifiée par l'acheteur.

L'application d'un même tarif garantit la lisibilité de la loi auprès des consommateurs et incitera davantage les clients à se rendre en librairie pour acheter ou retirer leurs livres : en effet, la loi Darcos, en établissant un cadre concurrentiel plus équitable, permettra aux plus petits acteurs d'investir le marché de la vente en ligne, ce qui accélérera le poids du click and collect, plébiscité par les consommateurs. Le poids du click and collect a par exemple augmenté de 6% dans les Fnac en 2019 lorsqu'a été mis en place le retrait des produits en 1 heure.

L'efficacité de cette loi dépendra de sa simplicité d'application par les distributeurs, et de contrôle par les autorités : **multiplier les dérogations, exemptions et différenciations aurait pour effet mécanique d'accroître les risques de détournements, et de promettre cette loi au même sort que celle de 2014.**

Q5. Merci de faire part de toute remarque ou suggestion qui vous semble pertinente sur l'ensemble des propositions contenues dans ce document

Malgré la distorsion du cadre concurrentiel que représente la quasi-gratuité des frais de livraison, libraires et grandes surfaces culturelles ont entamé ces dernières années la transformation numérique de leur activité. Ce processus a été accéléré par la crise sanitaire, où les acteurs de la vente physique de livres ont su développer des plateformes de vente en ligne communes, des marketplaces, et mettre en place le *click & collect*.

La loi Darcos, en fixant des frais de livraison pour tous les acteurs, sur tous les achats, sans seuil d'exonération, ne va pas se traduire par un affaiblissement du marché. **L'expérience de Fnac Darty le montre : la mise en place du tarif minimum de 1,99€ de frais de livraisons pour toute commande inférieure à 7€ n'a pas eu d'autres impacts sur les commandes que l'augmentation du click & collect.**

Cependant, cette loi obéit à un équilibre fragile. Le paramétrage de la grille de facturation déterminera le caractère opérationnel de la loi.

Depuis plusieurs années en effet, la donne a changé dans le commerce du livre : de nouveaux acteurs mondiaux ont émergé. Des géants extra-européens du commerce en ligne se sont aventurés dans le secteur en développant des modèles qui ont la particularité de ne pas être soumis aux règles de concurrence qui régissent la vie du commerce en France et en Europe, et usant de pratiques commerciales qui ne s'inscrivent pas dans la pratique de la loi Lang de 1981.

Ces nouveaux acteurs tirent leurs véritables revenus d'autres activités que celles liées au commerce, notamment sur des prestations informatiques. Cela leur permet de pénétrer n'importe quel marché en cassant les prix et en brisant les modèles présents. **Ainsi, ils accusent sur leurs activités commerce des pertes colossales, s'élevant à des centaines de millions d'euros chaque année, en proposant aux clients un choix immense à des prix très concurrentiels, voire décorrélés de la valeur du service.**

Dans le cadre du livre, ce mode de fonctionnement s'était traduit jusqu'à la loi de 2014 par la gratuité de la livraison, cumulée à la remise de 5% sur le prix éditeur, puis suite à la loi de 2014 par la permanence de la quasi-gratuité pour l'expédition de livres à domicile.

Au moment où l'ARCEP doit se prononcer sur les paramètres d'applications de la loi Darcos, Fnac Darty souhaite insister sur 2 points :

- La captation de la croissance du marché du livre par les *pure players* de la vente en ligne et la désarticulation du marché du livre qui en découle ;
- Et la numérisation des activités de libraires qui a été menée par les indépendants et les grandes surfaces culturelles ces dernières années.

Deux mouvements qui font que la loi Darcos, paramétrée dans son esprit d'origine, est la bonne loi dans le bon contexte pour le marché du livre.

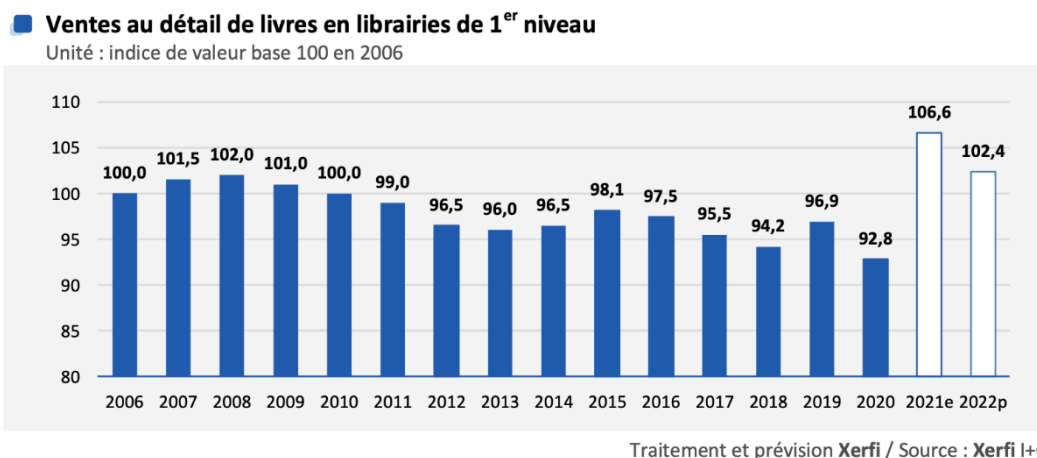
1. La captation de la croissance du marché et la désarticulation de la politique française autour du livre

Consécutivement à cette distorsion concurrentielle, voici, selon Xerfi¹, l'évolution, sur une base 100, de la vente de livres depuis 2006, en librairie d'abord, sur les plateformes *pure players* de la vente en ligne ensuite.

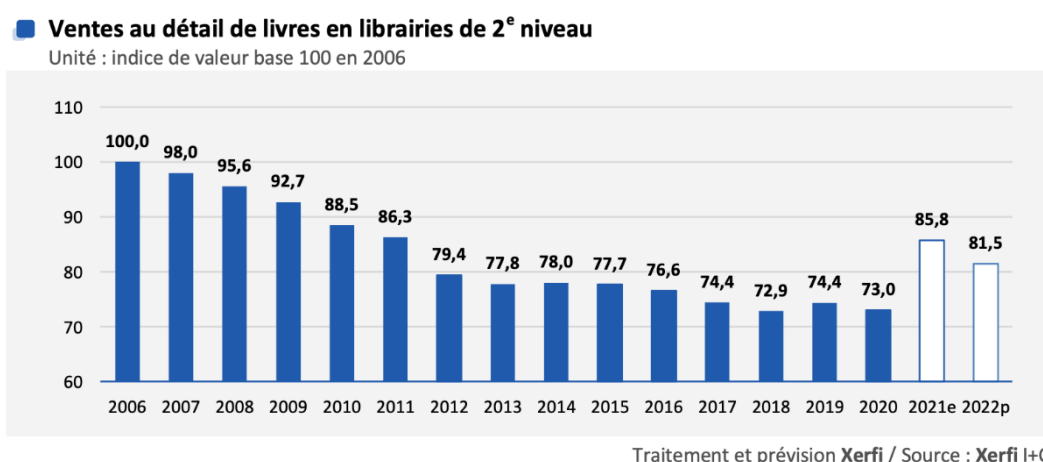
Trois dynamiques sont observables :

- Les grosses librairies, globalement, parviennent à limiter leurs pertes, même si la tendance générale est à la baisse des ventes ;
- Les petites librairies indépendantes sont très affaiblies ;
- Les *pure players* de la vente en ligne ont une dynamique de croissance continue.

Ainsi, voici l'évolution rencontrée pour les libraires de 1^{er} niveau (librairies généralistes réalisant un chiffre d'affaires annuel supérieur à 750 k€ et/ou offrant plus de 15 000 références de livres) :



Pour les libraires de 2^{ème} niveau (librairies réalisant un chiffre d'affaires annuel inférieur à 750 k€ et/ou offrant moins de 15 000 références de livres) :

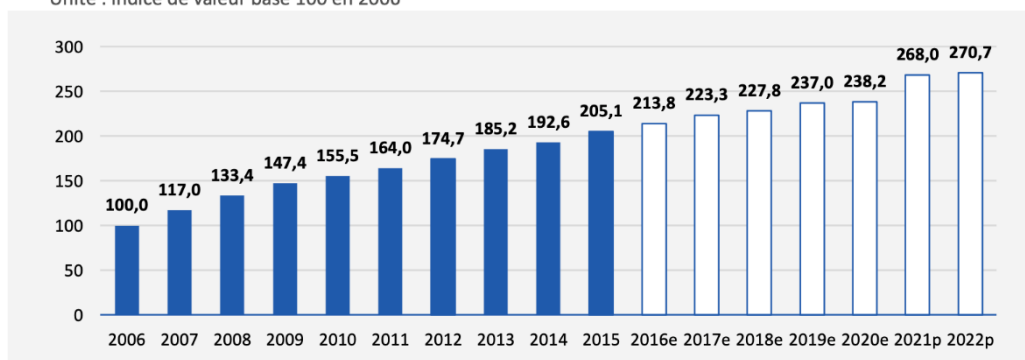


Pour les *pure players* de la vente en ligne :

¹ Xerfi, « Le marché et la distribution de livres », Février 2022

■ Ventes au détail par les *pure players* du e-commerce

Unité : indice de valeur base 100 en 2006



Traitement, estimations et prévision Xerfi / Source : Xerfi I+C

La loi Lang, à travers le prix unique du livre, poursuivait notamment l'objectif de **maintenir un réseau de distribution du livre décentralisé et dense**, et d'assurer la pérennité des petites librairies, sans menace de compétitivité-prix.

Dans un contexte de concurrence déloyale, cet objectif ne peut plus être poursuivi : **tandis que les *pure players* de la vente en ligne rencontre une croissance continue, celle-ci se fait au détriment des petites librairies quand les plus grandes, qui étaient encore dans une dynamique de croissance au milieu des années 2000, peinent à préserver un niveau de vente équivalent d'une année sur l'autre.**

Le marché du livre est un marché mûr dont les évolutions oscillent chaque année (hors pandémie) depuis quinze ans entre -2% et +2% : l'équilibre de la loi Lang a donc été rompu, et ses objectifs, qui sont les objectifs plus généraux de la politique culturelle française, ne sont progressivement plus atteints.

Dans le cas où un seuil bas d'exonération des frais de livraison serait retenu, la loi Darcos deviendrait un outil d'accélération de la croissance des plateformes extra européennes, seules capables de proposer la quasi-gratuité sur la vente de livre, et qui donc capteraient toujours plus les achats de livre en ligne.

2. La numérisation des activités des libraires et grandes surfaces commerciales est engagée

Pour pouvoir répondre à la concurrence des *pure players* de la vente en ligne, les acteurs de la vente physique doivent pouvoir investir dans la transformation numérique de leur modèle.

La crise sanitaire a incité les libraires à renforcer leurs initiatives dans la vente en ligne pour préserver la continuité de leurs activités durant les confinements successifs. Ils sont parvenus à accélérer sur cet effort non pas en créant une plateforme de vente en ligne, mais en se référant sur des plateformes communes. Le portail [Librairiesindépendantes.com](https://www.librairiesindépendantes.com) référence ainsi près d'une vingtaine de sites de ventes en ligne fédérant plusieurs milliers de librairies. De nombreuses librairies se sont également lancées pour la première fois sur le web marchand, notamment par le biais du *click and collect*. Enfin, elles ont également accru leur présence en ligne, se montrant capable d'animer et de fidéliser une communauté.

Malgré cela, plusieurs chiffres attestent que **la crise sanitaire n'a pas permis aux libraires et aux grandes surfaces culturelles de reprendre de la croissance aux *pure players*.** En 2020, Xerfi notait que « les *pure players* (surtout Amazon) sont les seuls à avoir vu leurs ventes de livres progresser » (+0,5% en valeur),

tandis qu'en 2021, les *pure players* de la vente en ligne ont vu leurs ventes progresser de 12,5%, une croissance équivalente à celle du marché, dans un moment où les Français ont eu à cœur de soutenir le commerce physique et plus particulièrement leurs libraires.

En 2022, dans un contexte de retour à la normale du marché du livre et avec l'entrée en vigueur de la loi Darcos que Xerfi anticipe, seuls les *pure players* resteraient en croissance : de 1% contre -4,5% pour les librairies de 1^{er} et 2^{ème} niveau et -2% pour les grandes surfaces culturelles.

C'est donc dans un environnement complexe que va s'appliquer la loi Darcos :

- D'un côté, le modèle culturel français construit autour du livre et porté par un réseau de distribution maillant l'ensemble du territoire est menacé par des acteurs virtuels ;
- De l'autre, malgré les coups permanents portés par ces acteurs virtuels, les libraires et grandes surfaces culturelles ont entamé la numérisation de leur activité, parce que cela était une question de survie lors de ces deux dernières années.

Une nécessité est claire : pour pouvoir maintenir un réseau de librairies indépendantes dans nos villes et villages, ceux-ci doivent pouvoir reprendre de la croissance afin de continuer à investir dans la numérisation de leurs métiers.

La loi Darcos est l'outil idéal pour recouvrir l'équilibre de la Loi Lang : **si elle parvient à s'appliquer dans sa pleine mesure, elle réduira la distorsion concurrentielle des *pure players* et rendra ainsi son effectivité à notre politique culturelle.**

La Fnac en quelques chiffres :

- 100 Fnac intégrées et 100 Fnac franchisées, comprenant toutes des rayons livres gérés par des libraires experts
- [****] du chiffre d'affaires livre généré sur le web
- [****] du chiffre d'affaires livres sur le web délivré en click and collect.